

**Assemblée générale**

Soixante-deuxième session

Documents officiels

Distr. générale  
5 février 2008  
Français  
Original: anglais

---

**Troisième Commission****Compte rendu analytique de la 46<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 15 novembre 2007, à 15 heures

*Président :* M. Wolfe . . . . . (Jamaïque)**Sommaire**Point 70 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'homme (*suite*)

- b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (*suite*)

Point 42 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (*suite*)

Point 68 de l'ordre du jour : Élimination du racisme et de la discrimination raciale (*suite*)

- b) Mise en œuvre intégrale et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban (*suite*)

Point 69 de l'ordre du jour : Droit des peuples à l'autodétermination (*suite*)

Point 70 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'homme (*suite*)

- b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (*suite*)

Point 63 de l'ordre du jour : Promotion de la femme (*suite*)

---

Le présent document est sujet à rectifications. Les rectifications doivent être envoyées sous la signature d'un membre de la délégation concernée, *une semaine au plus tard à compter de la date de publication*, au chef de la section d'édition, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et incorporées dans un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.



*La séance est ouverte à 15 h 25.*

**Point 70 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'homme (suite)**

**b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (suite)**  
(A/C.3/62/L.29)

*Projet de résolution A/C.3/62/L.29 : Moratoire sur la peine de mort*

1. **Le Président** annonce qu'un vote enregistré a été demandé sur le projet de résolution dans son ensemble.

2. **Le Révérend Robert Meyer** (Observateur du Saint-Siège) dit que le Saint-Siège plaide systématiquement pour le respect absolu du droit à la vie. S'il comprend et respecte les nombreuses positions qui s'expriment avec une profonde conviction sur cette question, il se félicite du projet de résolution, signe d'une opposition publique croissante à la peine de mort.

3. Le droit à la vie et au respect de la dignité humaine est un droit inaliénable de tout individu et un principe fondateur de l'ONU. Les États Membres doivent donc promouvoir et protéger ce droit depuis le moment de la conception jusqu'à celui de la mort naturelle et oeuvrer pour convaincre ceux qui tentent de justifier la destruction de la vie humaine pour des raisons juridiques ou médicales de changer d'avis. Du fait que la société moderne dispose de nombreux autres moyens de protéger ses citoyens contre les agresseurs, la peine de mort n'est plus nécessaire. Elle est souvent le reflet du désir de vengeance d'une population, pourtant ce sont les pauvres et les minorités religieuses, ethniques et raciales qui en subissent trop souvent les effets. Les États Membres qui appuient la résolution doivent être cohérents et étendre la protection qu'ils accordent à la vie à l'enfant à naître. Ils doivent faire preuve d'un véritable courage en rejetant toute forme de meurtre et en utilisant des méthodes de dissuasion et de punition qui ne fassent pas couler le sang.

4. **M. Hetanang** (Botswana) regrette profondément que la Commission soit contrainte de voter sur un projet de résolution très conflictuel qui ne contribue en rien ni à la promotion ni à la protection des droits de l'homme. Le Botswana votera contre le projet de

résolution et se dissocie du texte qui est sur le point d'être adopté par l'Assemblée générale.

5. La présentation d'un projet de résolution appelant à l'abolition de la peine capitale ne saurait que promouvoir une politisation des travaux de la Commission, celle-là même qui a conduit à la disparition de la Commission des droits de l'homme. À un moment où le Conseil des droits de l'homme vient d'adopter un cadre institutionnel visant à promouvoir et à protéger les droits de l'homme, elle n'est pas nécessaire. Le Botswana s'est joint à un groupe de pays qui ont proposé des amendements au texte, mais l'Union européenne et les autres auteurs du projet ont refusé de les accepter, violant ainsi les principes du dialogue ouvert et de la transparence. Quel que soit le degré d'intimidation dont il fait objet, le Gouvernement botswanais n'ira pas contre le souhait exprimé par son peuple de maintenir la peine de mort.

6. Le Botswana a été fondé sur les principes de démocratie, d'égalité, de gouvernement juste et honnête, de respect des droits de l'homme et d'état de droit. Ces 40 dernières années, on s'y est efforcé sans relâche de mettre en place une société plus ouverte, plus juste et plus tolérante qui réponde aux besoins de la population et on a engagé le dialogue aux fins de l'émergence d'un consensus national. Le droit international n'interdit pas le recours à la peine capitale et l'État exerce son autorité souveraine sur cette question, définissant ce qui constitue un crime et la sanction appropriée. L'État est responsable du maintien de l'ordre, de la stabilité et de la sécurité et quiconque envisage de commettre un crime grave doit savoir quelles seront les conséquences de ses actes lorsqu'il en aura été reconnu coupable par un tribunal compétent et indépendant. Le Botswana n'est pas disposé à donner par avance l'assurance qu'il offrira un gîte et des soins aux auteurs de crimes graves, aux frais du contribuable.

7. Certains pays ont exercé leur droit souverain d'abolir la peine capitale ou d'imposer un moratoire sur les exécutions. Le représentant du Botswana les félicite pour cette noble décision, mais leur rappelle qu'elle n'engage pas les autres États dont la situation nationale est différente et qu'elle ne constitue nullement la norme en la matière.

8. C'est la guerre, et le droit des États de faire la guerre, qu'il faudrait abolir. La guerre est la violation la plus flagrante du droit à la vie et à la sécurité de la

personne, car elle tue aveuglément et laisse de nombreux individus handicapés et sans abri. Si les États étaient sérieusement déterminés à protéger le droit à la vie et la sécurité, ils s'attacheraient à mettre un terme aux conflits. Si les États conservent le droit de faire la guerre, ils conservent celui de tuer.

9. **M. Spatafora** (Italie) espère que l'approbation du projet de résolution marquera le début d'une coopération caractérisée par la dignité et le respect mutuel. De par leur culture même, les Nations Unies n'ont pas pour mission de mener des combats mais de s'unir autour de projets constructifs en s'appuyant sur la Charte et en réconciliant les vues et les intérêts divergents.

10. Un ancien président de l'Assemblée générale, Jan Eliasson, a dit ceci : « Sans passion, on n'arrive à rien. Sans compassion, on n'arrive à rien de bien. » C'est dans cet esprit que les États doivent envisager le vote.

11. **M. Saeed** (Soudan) dit que sa délégation a voté en faveur des amendements proposés et votera contre le projet de résolution, qui est contraire aux objectifs de la Charte des Nations Unies et ne traite pas directement de la question des droits de l'homme. En droit international, il ne se dégage pas de consensus contre la peine de mort et les votes auxquels il a été procédé précédemment ont indiqué clairement que les États Membres n'étaient pas d'accord entre eux à ce sujet. Le projet de résolution constitue une tentative par un groupe de pays d'imposer ses souhaits à tous les pays. Chaque État a le droit de choisir son propre système social, économique, politique et culturel, sans ingérence de la part d'États tiers. Le projet de résolution est une tentative malavisée d'inscrire l'abolition de la peine de mort dans le droit international, aussi le représentant du Soudan invite-t-il les autres États Membres à voter contre.

12. **M. Attiya** (Égypte) dit que toutes les tentatives d'améliorer le texte du projet de résolution ont échoué. Il ne prend pas en compte la nécessité de statuer de façon décisive sur les exécutions extrajudiciaires. Il est le reflet de besoins correspondant à des situations sociales spécifiques mais passe sous silence la grande diversité des systèmes juridiques, sociaux, économique et culturels et le fait que toutes les règles existantes ne sont pas nécessairement appropriées pour toutes les sociétés, à quelque moment de leur histoire que ce soit. Cette question aurait dû être examinée par le Conseil des droits de l'homme, de façon globale, en

réfléchissant au droit à la vie sous ses divers aspects, ce qui aurait traduit une volonté et une détermination politiques réelles de renforcer le rôle du Conseil. Si la communauté internationale est désireuse de modifier les dispositions pertinentes du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, il faudra en passer par des négociations en bonne et due forme.

13. Certains États ont décidé volontairement d'abolir la peine de mort et d'autres ont choisi d'appliquer un moratoire sur les exécutions, alors que de nombreux autres conservent la peine de mort dans leur législation. Tous agissent conformément à leurs obligations au titre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques; mais aucun État ne doit imposer son point de vue, librement établi, à un autre.

14. Ces mêmes pays qui plaident toujours contre les motions tendant à ce que la Commission ne se prononce pas, en particulier dans le cas de résolutions visant un pays spécifique, ont aujourd'hui recours à ce type de motion pour faire obstacle aux délégations qui demandent qu'il soit procédé à un vote distinct sur certains paragraphes du projet de résolution. Dans le cas du projet de résolution à l'examen, l'ensemble des principes, règles et normes habituellement appliqués à l'ONU ont été bafoués. On ne peut que se demander à quelle fin.

15. Certains délégués ont prétendu que se dessinait une tendance à l'abolition de la peine de mort à l'échelle mondiale. Mais ces deux derniers jours, on n'a pu observer qu'une seule tendance, à l'abandon de tout ce qui est sacré, y compris le droit à la vie de l'enfant à naître. La délégation égyptienne n'a donc pas d'autre choix que de voter contre le projet de résolution.

16. **M. Sergiwa** (Jamahiriya arabe libyenne) dit que la peine de mort est une question controversée. Certains États Membres l'ont abolie, cependant que d'autres l'ont retenue à des fins dissuasives et ne l'appliquent que dans le cas des crimes les plus graves, afin de rendre justice à ceux qui ont été privés de leur droit à la vie.

17. Le projet de résolution est une tentative par les États qui en sont les auteurs d'imposer leurs valeurs et leurs normes à d'autres États Membres, et ce bien que la communauté internationale ait reconnu qu'il n'existait pas de lien direct entre la peine de mort et les droits de l'homme. Il constitue une ingérence dans l'exercice de leurs droits souverains par les États

Membres, qui sont fondés à adopter des sanctions et des peines qui soient le reflet de leur situation socioculturelle et des religions pratiquées par leur population.

18. Tous les amendements présentés ont été rejetés. Si les États Membres souhaitent vraiment défendre le droit à la vie, ils devraient prendre des mesures pour lutter contre l'avortement, qui n'est autre que l'application de la peine de mort à un enfant à naître qui n'a pas commis de crime. S'ils étaient soucieux de garantir le droit à la vie, ils devraient abolir la guerre et mettre un terme à toutes les formes d'occupation étrangère.

19. En Jamahiriya arabe libyenne, la peine de mort n'est appliquée que dans deux cas spécifiques : les meurtres prémédités et les crimes qui constituent une grave menace contre la société. La délégation libyenne votera donc contre le projet de résolution et conseille aux autres délégations de suivre son exemple.

20. Selon **M. Suárez** (Colombie), si son pays s'est porté coauteur du projet de résolution, c'est conformément à la Constitution et à la législation colombiennes ainsi qu'aux instruments internationaux ratifiés par lui. Et si sa délégation s'est opposée à l'ensemble des propositions d'amendement de la version actuelle du projet de résolution, ce n'est pas pour des raisons de fond, mais afin de préserver l'esprit du projet, dont l'objectif principal est d'obtenir qu'un moratoire soit décrété sur la peine de mort, l'objectif ultime étant son abolition. Les États doivent prendre en compte l'effet dissuasif limité de la peine de mort, ainsi que ses conséquences négatives et irréversibles s'agissant de droits tels que le droit à la vie, le droit de ne pas subir de peine cruelle, inhumaine ou dégradante et le droit au respect des formes régulières. La promotion de tous les droits de l'homme et des libertés fondamentales doit être considérée comme un objectif prioritaire de l'ONU. L'adoption du projet de résolution pourrait permettre à un dialogue de s'engager au sujet de la promotion du moratoire, non seulement au niveau régional mais à l'échelle mondiale, et aboutir à des avancées tangibles dans le respect de l'esprit de la résolution.

21. **M<sup>me</sup> Booker** (Bahamas) dit que sa délégation aurait préféré qu'il soit procédé à un vote paragraphe par paragraphe sur le projet de résolution, car les auteurs eux-mêmes ne se sont pas mis d'accord à son sujet et que de nombreux amendements ont été

proposés. Il est surprenant que, à l'issue de trois réunions informelles ouvertes, il n'ait pas été possible de parvenir à une version révisée du texte et qu'aucun des amendements proposés, même ceux qui avaient été décrits comme « constructifs » lors de ces réunions, n'ait été inclus. Elle se demande si les auteurs se sont penchés avec le sérieux voulu sur les amendements.

22. Son pays s'enorgueillit de respecter les droits et libertés fondamentaux de l'individu, quels que soient sa race, son lieu d'origine, ses opinions politiques, sa couleur, sa confession ou son sexe, comme le garantit la Constitution des Bahamas. Il est déterminé à faire respecter les principes du droit international, notamment le respect de la souveraineté et de l'égalité des États sur un plan juridique, de l'intégrité territoriale, du règlement pacifique des conflits et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États. Les Bahamas ont toujours considéré, et c'est encore le cas aujourd'hui, que la peine de mort était une question juridique qui devait faire l'objet d'une décision par chaque État, sans ingérence d'États tiers, conformément au droit international. La délégation bahamienne votera donc contre le projet de résolution.

23. Comme l'a montré le vote précédent, cette question suscite la controverse. Ceux qui se sont abstenus précédemment devraient envisager de voter contre le projet de résolution, car au sein même de certains des États Membres auteurs du projet, les partis politiques exploitent cette affaire à leurs fins propres.

24. Si d'autres instances étaient appelées à examiner cette question, la Sixième Commission serait appropriée. L'oratrice ne doute pas que la plupart des États Membres agissent conformément au droit international, même ceux qui ont voté en faveur des amendements.

25. **M. Hadrami** (Mauritanie) dit que son pays est opposé à l'abolition de la peine de mort et votera donc contre le projet de résolution. Le droit international n'interdit pas le recours à la peine capitale et il ne s'agit pas d'un enjeu relatif aux droits de l'homme qui doit être tranché par la communauté internationale, mais plutôt par chaque État souverain. La controverse actuelle ne fait qu'engendrer des divisions inutiles et futiles entre États, aussi l'orateur est-il favorable à l'idée de renvoyer cette question à la Sixième Commission.

26. **M. Makanga** (Gabon) dit que son pays, qui a aboli la peine de mort il y a quelque temps, est l'un des

auteurs du projet de résolution et votera donc pour. Son adoption constituera une étape importante sur la voie de l'abolition de la peine de mort. Le texte reflète le point de vue partagé par de nombreux États, à savoir que la dignité humaine est sacrée et doit être protégée. Si les États Membres ont le droit de défendre leurs valeurs et leurs principes, il est important de garder à l'esprit la nécessité de l'unité dans la diversité. Les divergences entre États ne doivent pas être considérées comme des obstacles mais comme une contribution au progrès général. En tant que membres de la grande famille des Nations Unies, il est important que les États prennent acte de leurs divergences autant que de leur unité. Ils doivent continuer à avoir le courage de réfléchir à toutes les questions, même celles qui suscitent la controverse. En effet, celle-ci sert la cause de la vérité et les États Membres doivent continuer à oeuvrer de concert afin de faire mieux respecter leurs valeurs et leurs différences. En dépit de la passion qui les anime, ils doivent raison garder, car c'est la clef de l'avenir de l'humanité.

27. **Le Président** invite les délégations à expliquer leur vote avant le vote.

28. **M. Rastam** (Malaisie) dit que les questions relatives aux droits de l'homme doivent être examinées selon une démarche fondée sur un dialogue constructif et respectueuse des principes de souveraineté et de non-ingérence. Les États Membres doivent comprendre et respecter les points de vue des autres pays, même s'ils sont opposés aux leurs. Tous doivent avoir droit de cité. Pour ce qui est du texte du projet de résolution, il contient des présuppositions et des affirmations erronées, mais les amendements proposés, qui étaient pour beaucoup raisonnables et acceptables par les États quelle que puisse être leur position sur la question, n'ont pas été adoptés. Sans ces amendements, le projet de résolution est déséquilibré, aussi la délégation malaisienne votera-t-elle contre.

29. Quel que soit le résultat du vote qui va avoir lieu, la division qui règne au sein de la Commission constitue une défaite pour tous les États. Si les principaux auteurs espéraient faire évoluer les vues de certains États, ils ont adopté la mauvaise tactique. C'est vrai pour tous les pays, les changements ne peuvent intervenir qu'à un rythme acceptable par la population, sans pression ni ingérence extérieures. Si les amendements n'ont pas été acceptés, c'est en raison de cette volonté d'imposer à certains pays des valeurs autres que les leurs. Le représentant de la Malaisie

espère que, à l'avenir, tous les États Membres respecteront les points de vue des autres et comprendront qu'il faut se montrer raisonnable lorsqu'on débat d'une question aussi controversée et délicate.

30. **M. Menon** (Singapour) dit que, en dépit des préoccupations exprimées et des amendements proposés, les auteurs n'ont montré aucun désir de rechercher un consensus; les principaux d'entre eux sont même allés jusqu'à réprimer la liberté d'expression. Ils prétendaient appuyer la Charte des Nations Unies mais ont refusé d'appliquer l'un de ses principes essentiels. Ils prétendaient être opposés à des citations sélectives mais y ont eux-mêmes eu recours. Ils prétendaient que la peine de mort relevait des droits de l'homme mais n'ont rien trouvé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme pour étayer leurs dires. Ils ont prétendu qu'ils avaient engagé un dialogue ouvert, mais ont voté contre tous les amendements proposés. Ils prétendaient appuyer la liberté d'expression, mais, par leur vote, ils l'ont refusée aux autres. Ils prétendaient ne pas chercher imposer leurs vues mais avaient l'intention de faire passer de force une résolution inacceptable par un nombre important de pays. Un tel comportement est moralisateur, hypocrite et intolérant.

31. Les auteurs du projet cherchent simplement à imposer leurs convictions à tous les États Membres sans même reconnaître l'existence d'autres points de vue et de systèmes différents des leurs. Par conséquent, le texte n'est pas le reflet de la diversité des opinions au sein de l'ONU et il est en contradiction directe avec l'esprit de coopération et de recherche de consensus censé animer les travaux de la Commission. Aucun pays qui se respecte ne saurait approuver une telle démarche.

32. L'enjeu n'est pas le bien-fondé de la peine de mort. Chaque pays a le droit souverain de choisir son propre système politique, économique, social et juridique conformément à ses intérêts propres. Le respect des droits de l'homme doit inclure le respect des différences et l'ONU appuie la diversité et la tolérance vis-à-vis de cette diversité, même lorsque des désaccords se font jour. La délégation singapourienne votera donc contre le projet de résolution et invite les autres délégations à faire de même.

33. **M. Owoseni** (Nigéria) dit que la peine de mort est appliquée au Nigeria pour assurer la sécurité des

citoyens et empêcher que des crimes soient commis. Sa délégation ne peut pas accepter la Déclaration contenue dans le projet de résolution, selon laquelle la peine de mort est une atteinte à la dignité humaine, pas plus qu'elle ne peut accepter que les États qui continuent d'appliquer la peine capitale soient invités à en user avec retenue. La peine capitale est appliquée au Nigeria pour les crimes les plus graves et seulement une fois que tous les recours juridiques et judiciaires ont été épuisés, y compris à la Cour suprême. De plus, ces dernières années, aucune sentence de mort n'a été prononcée. La décision d'appliquer un moratoire sur les exécutions relève de la compétence des États et ne doit pas être imposée par quelque groupe d'États que ce soit, indépendamment de ses vues sur la question. Il s'agit d'une question de droit pénal qui doit faire l'objet de négociations et d'un accord au plan international plutôt que d'une question touchant les droits de l'homme. La délégation nigériane est déçue par l'absence de résultat des négociations et estime que la division suscitée par ce débat est troublante. Il est malheureux que les auteurs du projet n'aient pas été en mesure d'appuyer un seul des amendements proposés. La délégation nigériane votera contre le projet de résolution.

34. **M. Kanu** (Sierra Leone) annonce que sa délégation s'abstiendra. La peine de mort est encore en vigueur dans son pays, mais seulement pour les crimes les plus graves. Puisqu'elle n'a pas été appliquée depuis plusieurs années, on peut parler d'un moratoire de facto en Sierra Leone. Au cours de la période où les crimes les plus horribles ont été commis dans le pays, causes de souffrances indicibles et injustifiées, le Gouvernement a admis que le fait de solliciter l'aide de la communauté internationale et de demander la création d'un Tribunal spécial pour la Sierra Leone voulait dire que la peine de mort ne serait pas imposée. La Sierra Leone ne saurait appuyer quelque résolution que ce soit qui ne serait pas conforme à sa Constitution.

35. **M. Degia** (Barbade) dit que toute tentative par un pays où un groupe de pays d'imposer ses valeurs à d'autres États Membres en les appelant à abolir la peine de mort ou à instaurer un moratoire sur son utilisation est une atteinte à la souveraineté de ces États Membres. Bien que le Gouvernement de la Barbade n'ait pas procédé à une exécution depuis bientôt un quart de siècle, son droit législatif prévoit la peine de mort et il a le droit de la conserver ou de l'abolir. La

Barbade est signataire de tous les principaux traités et conventions régionaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme. La peine de mort n'est appliquée qu'aux termes d'une série de recours. Le British Privy Council lui-même, avant que la Cour de justice des Caraïbes le remplace en tant que plus haute instance d'appel, avait conclu qu'il était légal et conforme à sa constitution que la peine de mort figure dans le droit législatif de la Barbade. Le droit international n'interdit pas la peine de mort, pas plus que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ou la Déclaration universelle des droits de l'homme. La Barbade souhaite exercer son droit souverain d'y avoir recours à des fins de dissuasion, pour éviter que soient commis des crimes comptant parmi les plus graves. La peine capitale relève de la justice pénale; c'est une affaire intérieure que la Barbade gère en s'appuyant sur les dispositions de la Charte de Nations Unies et des traités relatifs aux droits de l'homme auxquels elle est partie. Sa délégation votera contre le projet de résolution.

36. **M. Ramadan** (Liban) dit que, dans son pays, la peine capitale n'est appliquée que dans de très rares cas, pour des crimes extrêmement graves. La question de la peine capitale est du ressort des États souverains, qui ont chacun leur propre code pénal. Elle doit être examinée de façon ouverte et sans exclusive et la volonté de certains ne doit pas s'imposer aux dépens des autres, surtout quand il est clair qu'aucun consensus ne se dégage. La délégation libanaise a participé activement aux discussions informelles sur le projet de résolution et a soumis plusieurs propositions qui auraient contribué à rapprocher les points de vue divergents. Mais les auteurs du projet de résolution n'ont pas soumis de texte regroupant toutes ces propositions et n'ont pas tenu compte de la majorité d'entre elles. Le Liban souhaite que l'objectif d'abolition de la peine de mort soit atteint dans un avenir proche, mais dans le respect de son système législatif et de ses procédures juridiques propres. La manière dont le projet de résolution a été conçu et présenté pourrait entraîner la présentation d'autres projets de résolution sur des questions qui ne suscitent pas de large consensus. C'est la raison pour laquelle la délégation libanaise s'abstiendra.

37. **M. Acharya** (Népal) indique que la peine capitale n'est plus inscrite dans la constitution de son pays. Sa délégation est favorable au moratoire sur les exécutions ainsi qu'à l'abolition de la peine de mort. L'intention

du Népal n'est ni d'offenser d'autres États Membres ni de contribuer à entretenir les divisions parmi eux, encore moins d'imposer quelques valeurs que ce soient à d'autres, mais il votera pour le projet de résolution.

38. **M. Punkrasin** (Thaïlande) dit que l'un des principes inscrits dans la Charte des Nations Unies est celui de la non-ingérence dans les domaines relevant de la compétence de chaque État. L'adoption ou non d'un moratoire se décide au plan national. La Thaïlande a modifié sa législation pour la mettre en conformité avec le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui n'interdit pas la peine de mort. Elle a mis en place de nombreux garde-fous afin de garantir une procédure régulière. Bien qu'il n'ait été procédé à aucune exécution depuis un certain temps en Thaïlande, il est important de noter que la majorité de la population considère encore que la peine de mort est une mesure de dissuasion efficace. L'attitude qui consiste à tenter de faire passer en force un projet de résolution laisse beaucoup à désirer. S'agissant d'une question aussi controversée, une approche plus constructive aurait donné des résultats plus positifs. La Thaïlande votera contre le projet de résolution.

39. *Il est procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution A/C.3/62/L. 29.*

*Votent pour :*

Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Bénin, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Canada, Cap-Vert, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Israël, Italie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Mali, Malte, Maurice, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Moldova, Monaco, Monténégro, Mozambique, Namibie, Népal, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Marin, Samoa, Sao Tomé-et-Principe,

Serbie, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tadjikistan, Timor-Leste, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du).

*Votent contre :*

Afghanistan, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Botswana, Brunéi Darussalam, Chine, Comores, Dominique, Égypte, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Grenade, Guyana, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Koweït, Malaisie, Malawi, Maldives, Mauritanie, Mongolie, Myanmar, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Qatar, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Singapour, Soudan, Suriname, Thaïlande, Tonga, Trinité-et-Tobago, Yémen, Zimbabwe.

*S'abstiennent :*

Bélarus, Bhoutan, Cameroun, Congo, Cuba, Djibouti, Émirats arabes unis, Érythrée, Fidji, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Îles Salomon, Kenya, Lesotho, Liban, Libéria, Madagascar, Maroc, Nauru, Niger, Palaos, République centrafricaine, République de Corée, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Swaziland, Tchad, Togo, Viet Nam, Zambie.

40. *Par 99 voix contre 52, avec 33 abstentions, le projet de résolution A/C.3/62/L.29 est adopté.*

41. **Le Président** invite les délégations à expliquer leur vote après le vote.

42. **M. Machotra** (Inde) rappelle que les États ont le droit souverain de déterminer leur propre système juridique. Il n'existe pas de consensus sur la peine capitale, qui n'est pas interdite par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. En Inde, elle est imposée à titre exceptionnel lorsque les crimes commis sont si abjects qu'ils choquent les consciences. Depuis 1995, la sentence de mort n'a été prononcée qu'une fois en Inde et la législation prévoit toutes les garanties de procédure régulière. Le représentant de l'Inde ajoute que la peine de mort ne peut être prononcée contre les femmes enceintes et que les délinquants juvéniles ne peuvent être condamnés à

mort en quelque circonstance que ce soit. Il a donc voté contre le projet de résolution, qui était contraire au droit législatif de son pays.

43. **M<sup>me</sup> Joseph** (Sainte-Lucie) dit que la législation de son pays maintient la peine de mort. La question doit être examinée à la lumière du système juridique de chaque pays. Sa délégation a voté contre le projet de résolution.

44. **M<sup>me</sup> Mballa Eyenga** (Cameroun) observe que le code pénal de son pays prévoit la peine de mort et que son gouvernement n'était donc pas en mesure de voter pour un texte non conforme à sa législation. Le dernier cas enregistré de condamnation à mort et d'exécution de cette sentence remonte à plusieurs années : le Cameroun applique donc de facto un moratoire sur les exécutions.

45. La question de la peine de mort ou du moratoire doit être replacée dans le contexte et dans la situation propre à chaque État. Il faut du temps pour sensibiliser, éduquer la population et la persuader d'accepter le principe de l'abolition de la peine de mort. Mais dans le cas contraire, elle sera tentée de rendre la justice elle-même pour venger les victimes de crimes odieux. Des consultations doivent se poursuivre à tous les niveaux de la société avant qu'une décision définitive soit prise sur cette question. Dans l'attente de l'aboutissement du dialogue engagé au niveau national, le Cameroun n'a pu que s'abstenir de voter sur ce projet de résolution.

46. **M<sup>me</sup> Al-Thani** (Qatar), prenant la parole également au nom de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, de Koweït et d'Oman, qui ont tous voté contre le projet de résolution, dit que les États ont le droit souverain de choisir leur propre système juridique et donc de déterminer leur position quant à la peine de mort. Les résultats du vote sont regrettables, car la résolution constitue une ingérence dans les affaires intérieures des États Membres et empiète sur leurs droits souverains, garantis dans la Charte des Nations Unies. L'adoption du projet de résolution ne fera que politiser encore davantage cette question.

47. **M. Shinyo** (Japon) annonce que son pays a voté contre le projet de résolution. Une décision quant à l'abolition de la peine de mort ou à l'instauration d'un moratoire sur les exécutions ne saurait être prise que si chaque pays l'a examinée avec soin, en tenant compte de son opinion publique et de sa propre politique en matière de justice pénale. Au Japon, les sondages

d'opinion montrent systématiquement que la majorité de la population estime que la sentence de mort doit s'appliquer aux criminels les plus dangereux, car malheureusement des crimes odieux – comme les meurtres en série – sont encore commis. Pour ces raisons, il est difficile pour le Japon d'évoluer vers l'abolition de la peine de mort.

48. Il n'y a pas de consensus international sur cette question. Il est donc regrettable que les auteurs du projet de résolution l'ait présenté sans qu'un vrai débat ait eu lieu. Lors des réunions informelles, de nombreux pays qui continuent de considérer la peine de mort comme justifiée dans certains cas se sont vigoureusement élevés contre lui. Mais les pays auteurs sont allés de l'avant sans engager suffisamment le dialogue, optant pour une démarche qui n'était pas constructive.

49. **M. Pham Hai Anh** (Viet Nam) fait savoir que sa délégation s'est abstenue. Compte tenu de la situation qui prévaut dans son pays, la peine de mort est indispensable pour assurer une vie paisible à tous les citoyens et préserver les intérêts communs de la population. Elle ne s'applique qu'aux crimes les plus graves, mais pas aux délinquants juvéniles, aux femmes enceintes ni aux femmes qui ont des enfants âgés de moins de trois ans. Le Viet Nam a l'intention de réduire petit à petit le champ d'application de la peine de mort, avec pour objectif ultime de l'abolir un jour.

50. **M. Rees** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation est consciente que les partisans du projet de résolution ont une position de principe sur la peine de mort. Néanmoins, il est important de reconnaître que le droit international n'interdit pas la peine capitale. Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques mentionne spécifiquement le droit des pays d'imposer la peine de mort pour les crimes les plus graves, pourvu que la sentence soit exécutée à la suite d'un jugement final rendu par un tribunal compétent, que des garde-fous appropriés soient en place et que la procédure ait été régulière. Les États-Unis exhortent tous les États qui appliquent la peine de mort à respecter leurs obligations au titre des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et à se garder d'avoir recours aux exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires.

51. **M<sup>me</sup> Zhang Dan** (Chine) dit que le fait que 52 pays ont voté contre le projet de résolution prouve



qu'il ne règne pas de consensus international sur la question de la peine de mort. Sa délégation entretient des doutes sérieux quant à l'efficacité de cette résolution. Tous les pays ont le droit de choisir leur système politique, économique, social et judiciaire à la lumière de leur situation spécifique, exerçant ainsi leur souveraineté inaliénable. La peine de mort relève du domaine de la justice pénale, qui s'inscrit lui-même dans la sphère des affaires intérieures. La délégation chinoise déplore que la demande de vote sur des paragraphes distincts du projet de résolution ait été rejetée, décision qui constitue une violation des droits des États Membres d'exprimer leurs vues. Elle respecte le choix des pays qui ont décidé d'appliquer un moratoire volontaire sur la peine de mort ou de l'abolir. Elle espère que les auteurs du projet de résolution feront montre du même respect pour les autres pays et ne chercheront pas à imposer leurs vues à d'autres.

52. **M<sup>me</sup> Kafanabo** (République-Unie de Tanzanie) dit que sa délégation s'est abstenue. La peine de mort demeure légale dans son pays et elle est appliquée d'une manière conforme au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Elle n'est utilisée que pour sanctionner les meurtres ou les trahisons les plus graves et tous les procès à l'issue desquels la peine de mort est requise obéissent à des procédures strictes, afin que soient respectés les droits du prisonnier. La République-Unie de Tanzanie a engagé sur la peine de mort un débat public qui se poursuit. Son Gouvernement applique un moratoire de facto sur la peine de mort, puisqu'il n'a été procédé à aucune exécution depuis 12 ans.

53. **M<sup>me</sup> Halabi** (République arabe syrienne) dit que, conformément à l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, les autorités syriennes n'imposent la peine de mort que pour les crimes les plus graves, sur la base de la législation nationale et des valeurs sociales et culturelles du pays et en tenant compte de la nécessité de protéger les droits de la victime. Sa délégation a voté contre le projet de résolution, qui constitue une ingérence directe dans les affaires intérieures des États ainsi qu'une tentative de limiter leur indépendance politique.

54. **M. Dorji** (Bhoutan) dit que, bien que son pays ait aboli la peine de mort et qu'il souhaite que cette mesure soit prise dans le monde entier, sa délégation s'est abstenue, car elle est d'avis que chaque pays est habilité à promulguer sa propre législation.

55. **M<sup>me</sup> Bowen** (Jamaïque) dit que le projet de résolution est très contestable et que son adoption n'est pas un triomphe. Le vote a démontré qu'un certain nombre d'États résistaient fortement à toute ingérence dans leurs affaires intérieures et cherchaient à protéger leur souveraineté. La délégation jamaïcaine a voté contre le texte par respect pour les lois nationales, pour ses obligations internationales et pour la population jamaïcaine. Si son pays change de position au sujet de la peine de mort, ce ne sera pas parce qu'on le lui aura imposé de l'extérieur, mais parce qu'il en aura décidé ainsi de lui-même.

56. **M. Attiya** (Égypte) dit que les tentatives faites par sa délégation d'obtenir que le texte du projet de résolution soit mis en conformité avec les instruments internationaux pertinents ont été vaines. C'est un droit souverain de chaque État que de déterminer quelles peines sont appropriées à sa société. En vertu du droit international, la peine de mort doit être réservée aux crimes les plus graves. La communauté internationale doit s'efforcer avant tout d'obtenir qu'une procédure régulière soit observée et d'interdire les exécutions extrajudiciaires ou arbitraires. La résolution tente d'imposer une réinterprétation du Pacte international relatif aux droits civils et politiques à tous les États Membres. Si de telles réinterprétations d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme sont effectuées sans qu'ait lieu un débat multilatéral approfondi, elles rendent plus difficile la promotion desdits instruments.

57. **M. Islam** (Bangladesh) dit que son pays n'impose la peine de mort que pour les crimes les plus graves et qu'elle est assortie de dispositions conçues pour éviter toute erreur judiciaire. L'ensemble de ce processus transparent est mené avec une extrême rigueur. À toutes les étapes, des possibilités de réparation sont offertes et la clémence présidentielle peut intervenir. En dépit de la tendance actuelle à l'abolition de la peine de mort, la délégation bangladaise a voté contre le projet de résolution, car l'heure n'est pas encore venue d'abolir totalement cette forme de sanction.

58. Selon **M<sup>me</sup> Akbar** (Antigua-et-Barbuda), le projet de résolution était une tentative par les auteurs d'imposer leurs vues. Sa délégation réfute l'idée en vertu de laquelle les États ne seraient pas capables de déterminer par eux-mêmes quel système de gouvernance leur convient le mieux et auraient besoin d'être guidés par certains gouvernements se présentant comme supérieurs d'un point de vue moral. Il n'existe

pas de consensus international sur la peine de mort. Un moratoire sur les exécutions et, éventuellement, l'abolition de la peine de mort ne peuvent résulter que d'une décision prise au plan national et approuvée par une majorité.

59. **M. Khani** (République islamique d'Iran) dit que sa délégation a voté contre le projet de résolution, qui va à l'encontre de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Son pays se dissocie de la résolution.

60. **M<sup>me</sup> Al-Zibdeh** (Jordanie) dit que sa délégation a voté contre le projet de résolution parce que la question de la peine de mort doit être réglée sur la base de la législation nationale et de considérations propres à chaque pays. Conformément au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la peine de mort n'est imposée dans son pays que pour les viols, les meurtres et les actes terroristes et elle est assortie de nombreux garde-fous. L'amnistie est possible.

61. **M. Hetanang** (Botswana), regrettant le résultat du vote, prédit qu'à la prochaine session, l'Union européenne pourrait bien proposer une autre résolution conflictuelle prévoyant l'abolition de la peine de mort. Cependant, cette question doit être réglée par les parlements au niveau national.

62. **M. Babadoudou** (Bénin) dit que son pays observe un moratoire de facto sur les exécutions depuis les années 80. Sa délégation a voté en faveur de la résolution mais, ce faisant, n'avait pas l'intention d'imposer ses vues à d'autres pays.

63. Selon **M. Menon** (Singapour), la victoire à la Pyrrhus des auteurs du projet n'a fait que mettre en évidence le manque de consensus international au sujet de la peine de mort. Ceux-ci, oublieux de la diversité des situations nationales, ont présenté le projet de résolution en étant pleinement conscients qu'il était propre à engendrer la division. Le vote a polarisé les États Membres et engendré une forte acrimonie. Le représentant de Singapour doute que quelque pays que ce soit observe un moratoire sur les exécutions en application de la résolution, ce qui rend nuls et non avenue les travaux de la Commission.

64. **M. Myint** (Myanmar), notant que son pays n'a procédé à aucune exécution depuis 1988, dit que sa délégation a voté contre le projet de résolution en raison de la façon dont le texte avait été négocié et adopté. Chaque État Membre a le droit d'effectuer ses

propres choix politiques, économiques, sociaux et culturels. De l'avis du Myanmar, le projet de résolution constituait une tentative d'imposer un choix particulier à un certain nombre de pays.

65. **M. Nsengimana** (Rwanda) fait observer que le génocide de 1994 aurait pu pousser le gouvernement de son pays à conserver la peine de mort afin de punir les auteurs des atrocités commises à l'époque. Cependant, convaincu que la peine de mort n'entraîne pas d'amélioration du comportement des citoyens, il a aboli cette forme de sanction. Partant, sa délégation a voté en faveur de la résolution.

*Projet de résolution A/C.3/62/L.64 : Augmentation du nombre des membres du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés*

66. **M. Hoscheit** (Luxembourg), présentant le projet de résolution A/C.3/62/L.64 au nom de son pays, mais aussi du Bénin, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, du Luxembourg et du Monténégro, dit que les auteurs du projet, mus par la volonté commune de préserver les droits et le bien-être des réfugiés et des personnes déplacées partout dans le monde, ont posé leur candidature au Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Leur expérience diversifiée enrichira les travaux du Comité exécutif. Ils ont conçu et mis en oeuvre dans le passé de nombreuses politiques pertinentes, aussi pourront-ils contribuer à concevoir des solutions constructives pour régler les divers problèmes auxquels se heurte le Haut-Commissariat pour les réfugiés. La Bosnie-Herzégovine et la Côte d'Ivoire se sont portés coauteurs du projet de résolution.

*Projet de résolution A/C.3/62/L.67 : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés*

67. **Le Président** signale que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

68. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) annonce que les pays suivants se portent également coauteurs du projet de résolution : Australie, Bélarus, Belize, Botswana, Chypre, Colombie, États fédérés de Micronésie, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Ghana, Guatemala, Guinée, Iraq, Lesotho, Libéria, Maroc, Moldova, Monténégro, Panama, Paraguay, République centrafricaine, Roumanie, Sierra

Leone, Soudan, Thaïlande, Togo, Turkménistan, Turquie et Uruguay.

69. **M. Staur** (Danemark) demande que toute décision quant au projet de résolution A/C.3/62/L.67 soit reportée à une séance ultérieure.

70. *Il en est ainsi décidé.*

**Point 68 de l'ordre du jour : Élimination du racisme et de la discrimination raciale (suite)** (A/C.3/62/L.61)

*Projet de résolution A/C.3/62/L.61 : Caractère inacceptable de certaines pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée*

71. **M. Lukiyantsev** (Fédération de Russie), présentant le projet de résolution A/C.3/62/L.61, dit que la communauté internationale devrait être préoccupée par l'intensification des activités de groupes extrémistes tels que les néonazis et les skinheads à l'encontre des personnes d'une couleur de peau ou d'une confession différentes des leurs et des immigrants. On observe dans de nombreuses parties du monde une aggravation de la « négrophobie », de l'« islamophobie », de l'« arabophobie » et de diverses formes d'extrémisme. C'est pour combattre l'idéologie sur laquelle reposent de telles pratiques que l'ONU a vu le jour. Le projet de résolution n'a pas pour objet d'appeler quelque État que ce soit à rendre des comptes mais de promouvoir la coopération et le dialogue aux fins de la lutte contre le racisme, la xénophobie et d'autres formes d'intolérance. Un certain nombre de modifications ont été apportées au texte du projet de résolution, en particulier au troisième alinéa du préambule et aux paragraphes 3, 4, 8, 10 et 12 afin de le rendre plus équilibré. L'Éthiopie, la République bolivarienne du Venezuela, le Tadjikistan et le Turkménistan se sont portés coauteurs du projet de résolution.

**b) Mise en œuvre intégrale et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban (suite)** (A/C.3/62/L.66)

*Projet de résolution A/C.3/62/L.66 : Rapport du Conseil des droits de l'homme sur les préparatifs de la Conférence d'examen de Durban*

72. **M. Gaspar Martins** (Angola), présentant le projet de résolution A/C.3/62/L.66, dit que son objectif

est d'entériner les décisions contenues dans l'annexe I du Rapport du Conseil des droits de l'homme publié sous la cote A/62/375.

**Point 69 de l'ordre du jour : Droit des peuples à l'autodétermination (suite)** (A/C.3/62/L.62)

*Projet de résolution A/C.3/62/L.62 : Utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à l'autodétermination*

73. **M. Gala López** (Cuba), présentant le projet de résolution A/C.3/62/L.62 au nom des auteurs initiaux, mais aussi du Botswana, des Comores, du Honduras, du Myanmar, de la République démocratique populaire lao et du Sri Lanka, dit que le texte tient compte de l'analyse et des recommandations contenues dans le rapport le plus récent sur la question (A/62/301). Il appelle l'attention sur un certain nombre de dispositions du projet de résolution.

74. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) annonce que les pays suivants se portent également coauteurs du projet de résolution : Algérie, Bénin, Bolivie, Fédération de Russie, Gambie et Jamahiriya arabe libyenne.

**Point 70 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'homme (suite)**

**b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (suite)** (A/C.3/62/L.30)

*Projet de résolution A/C.3/62/L.30 : Affermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies aux fins du renforcement de l'efficacité du principe d'élections périodiques et honnêtes et de l'action en faveur de la démocratisation*

75. **M. Rees** (États-Unis d'Amérique), présentant le projet de résolution A/C.3/62/L.30 au nom des auteurs initiaux, mais aussi du Costa Rica, du Danemark, des États fédérés de Micronésie, du Honduras, d'Israël, du Japon, du Mexique, de Monaco, de la Norvège, de la République de Corée, de la République dominicaine et de l'Ukraine, dit que des élections libres et impartiales sont le fondement des systèmes politiques démocratiques. Le plein exercice des droits de l'homme et la démocratie véritable dépendent du

consentement de ceux qui sont gouvernés et des élections crédibles sont la marque de ce consentement. Afin que le processus démocratique soit véritablement légitime, la participation politique est essentielle et des élections libres et équitables assurent cette légitimité. L'octroi d'une assistance électorale fait partie intégrante de l'engagement de l'ONU d'appuyer les processus électoraux démocratiques dans ses États Membres et le projet de résolution demande à l'Organisation de continuer à assurer une telle assistance au cas par cas, en fonction de l'évolution des besoins des pays qui la sollicitent.

76. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) annonce que les pays suivants se portent également coauteurs du projet de résolution : Afghanistan, Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Burundi, Canada, Cap-Vert, Chili, Chypre, Côte d'Ivoire, Croatie, Espagne, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Hongrie, Indonésie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Mali, Maurice, Mauritanie, Moldova, Mongolie, Monténégro, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République démocratique du Congo, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Rwanda, Saint-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Thaïlande, Timor-Leste et Turquie.

**Point 63 de l'ordre du jour : Promotion de la femme**  
(suite) (A/C.3/62/L.16/Rev.2 et L.85)

*Projet de résolution A/C.3/62/L.16/Rev.2 : Élimination du viol et d'autres formes de violence sexuelle dans toutes leurs manifestations, notamment comme moyen d'atteindre des objectifs politiques*

77. **Le Président** signale que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

78. **M. Hagen** (États-Unis d'Amérique), annonce qu'il a été convenu de réviser plus avant le texte du projet de résolution en y incorporant les amendements contenus dans le document A/C.3/62/L.85.

79. À la suite de l'accord conclu, les pays suivants se sont également portés coauteurs du projet de résolution : Argentine, El Salvador, Honduras, Israël, Maroc, Nouvelle-Zélande, Pérou, Philippines, République-Unie de Tanzanie et Suisse.

80. **M. Khane** (Secrétaire de la Commission) annonce que les pays suivants se portent également coauteurs du projet de résolution : Bénin, Canada, Cap-Vert, Honduras, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, République centrafricaine, Rwanda et Tchad.

81. **M. Gaspar Martins** (Angola) annonce que sa délégation retire les amendements contenus dans le document A/C.3/62/L.85.

82. *Le projet de résolution A/C.3/62/L.16/Rev.2, tel que révisé oralement, est adopté sans vote.*

83. **M<sup>me</sup> Rodríguez de Ortiz** (République bolivarienne du Venezuela) réaffirme que son pays est fermement déterminé à défendre les droits fondamentaux des femmes et loue tous les efforts déployés pour éliminer toutes les formes de violence à leur égard, y compris la violence sexuelle dans toutes ses manifestations. Le viol constitue une atteinte grave à la dignité des femmes et à leurs droits fondamentaux, comme le dénoncent plusieurs instruments du droit international. La République bolivarienne du Venezuela restera à l'avant-garde dans ce domaine et continuera de plaider pour que le rôle des femmes soit apprécié à sa juste valeur, dans une société équitable et égalitaire qui soit respectueuse de leurs droits.

84. **M. Kumalo** (Afrique du Sud) rappelle que, lorsque la délégation des États-Unis a initialement présenté un projet de résolution demandant l'élimination du viol par les gouvernements et les groupes armés, l'Afrique du sud figurait parmi les délégations qui estimaient qu'une résolution plus complète était nécessaire. Elle est satisfaite que ses vues aient été partagées par de nombreuses délégations, y compris celles du Groupe des États d'Afrique. Dans sa version initiale, le texte donnait le sentiment que les auteurs se concentraient sur la condamnation du viol, mais seulement lorsqu'il était perpétré à des fins politiques et militaires. L'Afrique du sud en était fermement convaincue, cela aurait créé deux catégories de viol, selon qu'il était commis par des militaires ou des milices, ou par des civils. C'est pour cette raison que l'Angola, agissant au nom du Groupe des États d'Afrique, a proposé des amendements visant à rééquilibrer le texte, de sorte que la question du viol ne puisse pas être politisée. Il est important que l'Assemblée générale envoie un message fort et non politisé en affirmant que le viol est un acte brutal, méprisable et violent, qu'il soit perpétré par des civils, des militaires ou des groupes armés.

85. **M. Hagen** (États-Unis d'Amérique) répond que, ainsi qu'il est indiqué clairement dans le texte du projet de résolution, le viol est un acte atroce en toutes circonstances et que chacun, y compris mais non seulement les États et l'ONU, doit intensifier ces efforts en vue de l'éliminer. Malheureusement, il n'existe pas que deux types de viol, mais de nombreuses formes de viol et de violence sexuelle.

86. Le projet de résolution indique tout aussi clairement que le viol et les autres formes de violence sexuelle en période de conflit ou dans des situations comparables, qu'il s'agisse d'un acte isolé commis par des soldats ou d'une attaque menée par des forces gouvernementales, des groupes rebelles ou d'autres acteurs étatiques ou non étatiques, sont des actes répréhensibles qui exigent que soient menées des enquêtes scrupuleuses et que leurs auteurs en rendent compte. Le texte initialement proposé se concentrait sur la situation particulièrement scandaleuse dans laquelle un État ferme les yeux lorsque ses propres forces ou des milices qui leur sont inféodées ont systématiquement recours aux viols en série pour lui permettre d'atteindre ses objectifs militaires ou politiques. Les États-Unis et les autres auteurs du projet de résolution ont accepté que de nombreux ajouts et modifications soient apportés au texte, mais la délégation des États-Unis aurait de beaucoup préféré que le texte définitif mette davantage l'accent sur l'utilisation du viol à des fins politiques et militaires.

87. Les États-Unis se félicitent que le projet de résolution contienne un paragraphe qui dénonce fermement l'impunité et suggère des moyens concrets pour les États et d'autres acteurs de venir en aide aux victimes. Ils sont également satisfaits que le projet de résolution appelle l'attention sur le viol en situation de conflit, mais aussi sur les viols et autres formes de violences sexuelles commis afin d'atteindre des objectifs politico-militaires et, enfin, qu'il contienne un certain nombre de dispositions particulièrement pertinentes dans les cas où le viol est utilisé ou toléré par ceux qui occupent une position d'autorité. Il est demandé dans le projet de résolution que soit établi un rapport sur les situations où le viol est utilisé pour atteindre des objectifs politiques et militaires, et ce afin de pousser la communauté internationale à agir pour mettre un terme à cette pratique.

88. **M<sup>me</sup> Halabi** (République arabe syrienne) dit que sa délégation s'est jointe au consensus sur le projet de résolution, car elle est convaincue que la question du

viol doit être envisagée dans toutes ses manifestations, car il s'agit d'une question intrinsèquement liée à l'épanouissement des femmes. Dans l'esprit de la délégation syrienne, le cinquième alinéa du préambule et l'alinéa b du paragraphe 1 signifient que, en cas de conflit armé et d'occupation étrangère, cette question doit être traitée conformément aux principes et normes du droit international humanitaire et des conventions de Genève de 1949.

89. **M. Gaspar Martins** (Angola), prenant la parole au nom du Groupe des États d'Afrique, indique que celui-ci est satisfait qu'un projet de résolution sur une question qui préoccupe au plus haut point le continent africain ait été adopté. Les négociations ont parfois été difficiles, mais elles ont aussi été très ouvertes et fructueuses. Le représentant de l'Angola souhaite donc, au nom du Groupe, remercier les États-Unis et tous les auteurs du projet de résolution pour leur souplesse.

90. Lorsqu'ils engagent des consultations dans un esprit constructif, les représentants du Groupe des États d'Afrique gardent toujours en tête les préoccupations de tous les autres groupes régionaux et l'orateur est heureux de faire savoir que la plupart d'entre elles ont bel et bien été prises en compte. Tous les participants étaient guidés par un objectif commun – la condamnation du viol et des autres formes de violence sexuelle dans toutes leurs manifestations – et cette entente a joué un rôle important pendant les consultations, en dépit des divergences qui se sont exprimées.

91. L'Afrique a joué un rôle moteur en condamnant le viol dans le Protocole facultatif à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique, adopté en juillet 2003 à Maputo, dans lequel les États d'Afrique se sont engagés à protéger les demanduses d'asile, les réfugiées, les rapatriées et les personnes déplacées contre toutes les formes de violence, de viol et d'exploitation sexuelle, et à faire en sorte que de tels actes soient considérés comme des crimes de guerre, assimilés à un génocide ou à des crimes contre l'humanité, et que leurs auteurs soient traduits en justice devant une juridiction pénale compétente.

92. *Par conséquent, l'adoption du projet de résolution est un motif de grande satisfaction.*

*La séance est levée à 18 h 15.*